

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205835]

4 OCTOBRE 2018. — Décret modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L3341-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, inséré par le décret du 6 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o l'installation, l'extension et le déplacement de l'éclairage public à l'exception des travaux qui sont à charge des gestionnaires de réseaux de distribution, au sens de l'article 2, 25^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, dans le cadre de l'obligation de service public qui leur incombe; »;

b) au 4^o, les b) et d) sont remplacés par ce qui suit :

« b) de bâtiments destinés aux locaux administratifs de centres publics d'action sociale s'ils sont regroupés avec les locaux administratifs des services publics communaux, ou s'il est démontré que cette possibilité de synergie a été analysée et motive le fait que cette option n'est pas concluante;

d) de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes et associations de CPAS dont seules sont membres les personnes de droit public; »;

c) le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o les aménagements des cimetières pour ce qui concerne les travaux de rénovation et réaffectation de murs, bâtiments techniques et cheminements; »;

d) il est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o les voiries et les espaces communautaires des zones reconnues d'habitat permanent s'ils sont repris dans le domaine public. »;

e) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête la durée d'affectation des investissements et peut étendre la liste des travaux subsidiables. ».

Art. 2. L'article L3341-2 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3341-2. La transmission des pièces et dossiers à l'administration se fait par la voie électronique. Le Gouvernement en détermine les modalités. ».

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article L3341-3 rédigé comme suit :

« Art. L3341-3. L'exécution de toute subvention, visée dans le présent titre et relative à un marché de travaux, est subordonnée à l'insertion dans les documents de marché relatifs à ces travaux, de clauses environnementales, sociales et éthiques visant à lutter contre le dumping social. Ces clauses sont insérées cumulativement dans les documents de marché, sauf lorsque les seuils fixés par le Gouvernement ne sont pas atteints.

Le Gouvernement fixe les modalités d'insertion de ces clauses ainsi que les éventuels seuils à partir desquels elles sont intégrées. ».

Art. 4. Dans le même Code, l'article L3341-4, abrogé par le décret du 6 février 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L3341-4. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par « la réunion plénière d'avant-projet »: la réunion au stade de l'esquisse « crayon » en présence de toute personne susceptible d'apporter une aide à la conception du projet et ayant pour but de garantir la qualité des projets et la sécurité des travaux et d'éviter, sauf cas de force majeure, tous nouveaux travaux dans les délais de garantie prévus au marché sur le périmètre de l'investissement considéré. ».

Art. 5. Dans le même Code, l'article L3341-5, abrogé par le décret du 6 février 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L3341-5. Chaque investissement subventionné conformément à l'article L3341-1 fait l'objet d'une réunion plénière d'avant-projet organisée et présidée par le demandeur.

Le Gouvernement arrête les modalités de cette réunion. ».

Art. 6. Dans le même Code, l'article L3341-6, abrogé par le décret du 6 février 2014, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. L3341-6. En vue de la réunion plénière d'avant-projet, les personnes habilitées à représenter les organismes susceptibles d'intervenir dans le cours de la réalisation de l'investissement remettent au demandeur toutes les informations réglementaires et techniques, dans des formes complètes, claires et concises, lui permettant, sans préjudice des autorisations à obtenir, de finaliser l'étude de l'investissement et de soumettre le projet visé aux articles L3342-9 et L3343-6 à l'avis de l'administration.

Le demandeur dresse un procès-verbal de la réunion plénière d'avant-projet et le notifie aux personnes visées à l'alinéa 1^{er} dans un délai de quinze jours à dater de la réunion plénière d'avant-projet.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} disposent de quinze jours à compter de la notification pour faire connaître leurs remarques au demandeur, appuyées de documents complémentaires s'il échet.

Le procès-verbal modifié leur parvient dans les quinze jours à dater du terme du délai de réception des remarques; il n'est plus susceptible d'être contesté. Le procès-verbal qui n'a pas fait l'objet de remarques dans le délai initial de quinze jours est réputé approuvé.

Le délai visé à l'alinéa 3 est :

1° doublé lorsqu'il débute ou arrive à échéance durant les mois de juillet et d'août;

2° suspendu du 25 décembre au 31 décembre;

3° reporté jusqu'au plus prochain jour lorsqu'il arrive à échéance un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Le non-respect par le demandeur de l'organisation d'une réunion plénière d'avant-projet entraîne automatiquement le rejet du bénéfice de la subvention pour l'investissement concerné. ».

Art. 7. Dans le même Code, les articles L3342-1, L3342-7 et L3342-8, insérés par le décret du 6 février 2014, sont abrogés.

Art. 8. À l'article L3342-3 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les associations de communes et associations de CPAS; ».

Art. 9. À l'article L3342-9 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le délai d'approbation du projet par le Gouvernement est de trente jours à dater de l'accusé de réception du projet et de ses pièces justificatives par la Région wallonne. Ce délai est prorogeable une seule fois de quinze jours. »;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 10. L'article L3342-10 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3342-10. Lorsque le marché n'est pas soumis à tutelle générale d'annulation en vertu des articles L3111-1 et suivants, le demandeur transmet le dossier d'attribution au Gouvernement pour approbation et engagement.

Le délai d'approbation du dossier d'attribution est de trente jours à dater de l'accusé de réception et de ses pièces justificatives par la Région wallonne. Ce délai est prorogeable une seule fois de quinze jours.

Dès notification de l'engagement, le demandeur est autorisé à procéder à la notification du marché. ».

Art. 11. Dans l'article L3342-12 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement rédige un rapport général sur l'application du présent chapitre à la fin de chaque programmation. ».

Art. 12. À l'article L3342-13, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, les mots « du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « de la Région wallonne ».

Art. 13. Dans l'article L3343-2 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le droit de tirage des communes est organisé sur la durée d'une mandature communale, en deux programmations de trois ans chacune, intégrées dans le programme stratégique transversal, visé à l'article L1123-27 du même Code.

§ 2. Le droit de tirage est fixé pour chaque programmation pluriannuelle sur base d'un montant annuel au moins égal à celui de la programmation précédente adapté au pourcentage d'évolution des prix, multiplié par le nombre d'exercices de la programmation. Si N est la première année d'une programmation pluriannuelle, ce montant annuel sera fixé sur base de l'indice de juillet de l'année N-2 rapporté à celui de juillet de trois années antérieures, soit N-5.

Le montant annuel est fixé à minimum 45 000 000 euros lors de la programmation pluriannuelle 2013-2016.

Le Gouvernement peut octroyer un montant complémentaire à affecter au droit de tirage au début de chaque programmation. Ce montant complémentaire n'est pas pris en compte pour l'indexation du montant des programmations suivantes. ».

Art. 14. L'article L3343-3 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3343-3. § 1^{er}. La quote-part du montant global prévu à l'article L3343-2, § 2, revenant à chaque commune est déterminée de la manière suivante :

1° une répartition préliminaire entre les communes de l'enveloppe globale prévue à l'article L3343-2, § 2, est effectuée;

2° une première correction est apportée à la répartition préliminaire visé au 1°, afin qu'aucune commune ne bénéficie de plus de 5 % de l'enveloppe globale prévue à l'article L3343, § 2;

3° une seconde correction est apportée à la répartition préliminaire visée au 1°, afin que le subventionnement moyen par habitant et par an calculé au niveau de l'ensemble des communes de chacune des provinces soit compris entre 11,5/45^e et 20/45^e d'euro par million du montant fixé par le Gouvernement, conformément à l'article L3343-2, § 2, alinéa 2, additionné le cas échéant du montant fixé à l'alinéa 3 de ce même article;

4° l'inexécuté résultant de l'utilisation partielle des montants disponibles au stade de l'attribution profite à l'ensemble des communes; la répartition est proportionnelle aux enveloppes attribuées aux communes pour la programmation en cours.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, un tiers de l'enveloppe globale indiquée est réparti en fonction des critères retenus aux articles L1332-8 à L1332-19.

La répartition du solde des deux tiers restant de l'enveloppe globale est déterminée en multipliant ce solde par la formule suivante : $\{(\text{nombre de km de voiries de la commune} / \text{total de km de voiries communales en Région wallonne}) * 0,5 + (\text{nombre d'habitants de la commune} / \text{nombre total d'habitants en Région wallonne}) * 0,5\} * \{ \text{revenu moyen par habitant en Région wallonne} / \text{revenu moyen par habitant de la commune} + (1 - \text{revenu moyen par habitant en Région wallonne} / \text{revenu moyen par habitant de la commune}) * 0,25\}$, sachant que :

1° pour les données globales relatives à la Région wallonne, les données relatives au territoire des communes de la Communauté germanophone ne sont pas prises en compte;

2° par kilométrage de voiries communales on entend le kilométrage de voiries communales revêtues de petite vicinalité et de grande communication communiqué par les services techniques provinciaux;

3° par nombre d'habitants; il s'agit du nombre d'habitants par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles;

4° par revenu moyen par habitant; il est question du revenu moyen par habitant sur base des déclarations fiscales par commune, selon les dernières statistiques INS disponibles.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, le surplus de la (des) commune(s) qui bénéficierait de plus de 5 % , du montant fixé à l'article L3343-2, § 2, alinéa 2, additionné le cas échéant du montant fixé à l'alinéa 3 de ce même article, est réparti au profit des autres communes de la même province au prorata de la répartition préliminaire susdite.

Concernant la seconde correction visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, à l'échelle de la province, il n'existe pas un subventionnement :

1° de moins de 11,5/45^e d'euro par habitant par an par million du montant fixé par le Gouvernement conformément à l'article L3342-2, § 2, alinéa 2, additionné le cas échéant du montant fixé alinéa 3 de ce même article;

2° de plus de 20/45^e d'euro par habitant par an par million du montant fixé par le Gouvernement conformément à l'article L3342-2, § 2 alinéa 2, additionné le cas échéant du montant fixé alinéa 3 de ce même article.

Cette seconde correction affecte la quote-part de chacune des communes de la province selon une répartition équivalente au mode de calcul prévu à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, le montant de l'inexécuté d'une programmation est établi lors de la première année de la programmation suivante, au plus tard le 30 avril, sur base des dossiers d'attribution introduits avant le 31 janvier de cette même année.

Les dossiers d'attribution introduits auprès de la Région wallonne après ce délai ne sont pas pris en considération.

Le Gouvernement définit les modalités de calcul de l'inexécuté et sa répercussion sur les paiements.

§ 2. Le Gouvernement calcule le montant du droit de tirage attribué à chaque commune en application de la quote-part visée au § 1^{er}.

§ 3. Pour les besoins de la première programmation pluriannuelle visée à l'article L3343-2, § 1^{er}, le Gouvernement communique le montant du droit de tirage aux communes de telle manière qu'elles puissent obtenir l'approbation du plan visé par l'article L3343-4 lors de la première année de cette programmation.

Pour les besoins de la seconde programmation pluriannuelle visée à l'article L3343-2, § 1^{er}, le Gouvernement communique le montant du droit de tirage aux communes de telle manière qu'elles puissent obtenir l'approbation du plan visé par l'article L3343-4, l'année qui précède la première année de cette programmation.

§ 4. Le Gouvernement fixe les priorités régionales et les conditions particulières en matière d'investissement pour chaque programmation. ».

Art. 15. À l'article L3343-4 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En fonction du montant fixé en application de l'article L3343-3, § 2, les communes souhaitant bénéficier d'un droit de tirage rédigent un plan d'investissement communal, reprenant l'ensemble des projets que la commune envisage de réaliser au cours de chaque année de la programmation pluriannuelle concernée. »;

2° dans le paragraphe 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le plan d'investissement communal concerne uniquement des travaux subsidiables en application de l'article L3341-1 »;

3° dans le paragraphe 2, les 4° et 5°, sont remplacés par ce qui suit :

« 4° la partie subsidiée du montant total minimal des travaux repris par le plan atteint cent cinquante pour cent du montant octroyé et ne dépasse pas deux cents pour cent du montant octroyé;

5° le taux d'intervention de la Région wallonne s'élève à soixante pour cent des travaux subsidiables. »;

4° le paragraphe 2 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet privé, les frais d'études limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Dans l'hypothèse où la commune est son propre auteur de projet, les frais d'études fixés forfaitairement à trois pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Les frais d'essais limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables, en ce compris les essais préalables et ceux nécessaires au contrôle des travaux, sont pris en considération pour l'octroi de la subvention. »;

5° les paragraphes 4 et 5 sont remplacés par ce qui suit :

« § 4. S'il existe des circonstances spécifiques le justifiant, la commune peut solliciter du Gouvernement, par demande motivée formulée lors de la transmission de son plan d'investissement, une dérogation aux principes énoncés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4°.

§ 5. La commune peut être autorisée à déroger au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, pour une partie du droit de tirage lié à la première programmation pluriannuelle en vue de la réalisation de travaux ou d'une acquisition lors de la seconde programmation pluriannuelle.

La demande de dérogation est formulée lors de la transmission du plan d'investissement initial. Elle est motivée par l'insuffisance des moyens disponibles ou par l'insuffisance de la durée de la programmation pluriannuelle concernée au regard des projets envisagés.

Le Gouvernement arrête les conditions dans lesquelles une telle dérogation peut être accordée. »;

6° dans le paragraphe 6, alinéa 2, la phrase « Ce délai est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août. » est abrogée.

Art. 16. Dans l'article L3343-5 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette modification peut, si la commune invoque des circonstances spécifiques le justifiant, déroger aux principes énoncés par l'article L3343-4, § 2, alinéa 1^{er}, 4°. ».

Art. 17. Dans l'article L3343-6 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La commune choisit parmi les dossiers inscrits pour l'année en cours dans son plan d'investissement approuvé par le Gouvernement, les projets qu'elle entend réaliser. »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Gouvernement contrôle que le projet figure dans le plan d'investissement de la commune et vérifie la conformité technique et légale du projet à l'égard de l'ensemble des normes et réglementations qui lui sont applicables.

Le délai d'approbation du projet est de trente jours à dater de l'accusé de réception du dossier complet par la Région wallonne. Ce délai est prorogeable une seule fois de quinze jours.

L'envoi de la notification de la décision se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

À défaut d'une décision expresse notifiée dans le délai imparti, le projet est réputé approuvé. ».

Art. 18. Dans le même Code, il est ajouté un article L3343-6bis libellé comme suit :

" Art. L3343-6bis. La commune soumet à l'approbation du Gouvernement le dossier d'acquisition.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier soumis à son approbation et les modalités de cette approbation. "

Art. 19. L'article L3343-7 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3343-7. Lorsque la décision d'attribution est prise et que le montant du marché est inférieur aux montants au-delà desquels le marché est soumis à la tutelle générale d'annulation en vertu des articles L3111-1 et suivants, le demandeur transmet le dossier d'attribution au Gouvernement pour approbation.

Le délai d'approbation du dossier d'attribution est de trente jours à dater de l'accusé de réception du dossier et de ses pièces justificatives par la Région wallonne. Ce délai est prorogeable une seule fois de quinze jours. Passé ce délai éventuellement prorogé, la décision d'attribution du marché devient exécutoire.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier soumis à son approbation et les modalités de cette approbation.

Dès approbation de l'attribution, le demandeur est autorisé à procéder à la notification du marché. ».

Art. 20. Dans le même Code, il est ajouté un article L3343-7bis libellé comme suit :

« Art. L3343-7bis. Le Gouvernement fixe les documents à transmettre à l'administration préalablement à l'exécution des travaux. ».

Art. 21. L'article L3343-8 du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3343-8. Le droit de tirage fixé pour chaque programme pluriannuel est versé automatiquement aux communes par tranches annuelles successives.

Le droit de tirage relatif à chaque programmation pluriannuelle de la mandature communale est versé selon le schéma suivant :

Année de programmation	Part de l'enveloppe versée
N	0 % de l'enveloppe
N+1	1/6 de l'enveloppe
N+2	1/3 de l'enveloppe
N+3	1/3 de l'enveloppe
N+4	1/6 de l'enveloppe

Le « N » est la première année de la programmation concernée. ».

Art. 22. Dans l'article L3343-9, § 2, du même Code, inséré par le décret du 6 février 2014, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3343-9. À défaut d'être sollicité par la commune en application de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement exerce d'office un premier contrôle intermédiaire dans les trois ans de la fin de la programmation pluriannuelle concernée et un contrôle définitif au plus tard dans les six ans de la fin de la programmation pluriannuelle concernée. ».

Art. 23. Par mesure transitoire entre les programmations 2017-2018 et 2019-2021 :

1° l'inexécuté résultant de l'utilisation partielle des montants disponibles pour la programmation du plan d'investissement communal 2017-2018 est redistribué à l'ensemble des communes conformément aux prescriptions de l'article L3343-3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, nouveau, tel qu'inséré par l'article 14 du présent décret;

2° le délai de six ans prévu pour le contrôle définitif visé à l'article L3343-9, § 2, alinéa 3, nouveau, tel qu'inséré par l'article 22 du présent décret s'applique à la programmation 2017-2018.

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 4 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1151 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 octobre 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205835]

4 OKTOBER 2018. — Decreet tot wijziging van de bepalingen van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie betreffende de subsidies voor sommige investeringen van openbaar nut (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel L3341-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3^o wordt vervangen door wat volgt:

"3^o de installatie, de uitbreiding en de verplaatsing van de openbare verlichting met uitzondering van de werken die ten laste zijn van de distributienetbeheerders in de zin van artikel 2, 25^o, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt in het kader van de openbare dienstverplichting die hen is opgelegd;"

b) in 4^o worden de punten b) en d) vervangen door wat volgt:

"b) van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve lokalen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn indien ze met de administratieve gebouwen van gemeentelijke openbare diensten zijn samengebracht, of indien is aangetoond dat deze mogelijkheid van synergie is geanalyseerd en dat deze optie niet overtuigend is;

d) van gebouwen voor de huisvesting van de administratieve lokalen van de verenigingen van gemeenten en verenigingen van OCMW's waarvan enkel publiekrechtelijke rechtspersonen lid zijn;"

c) punt 6^o wordt vervangen door wat volgt:

"6^o de inrichtingen van begraafplaatsen voor wat betreft de werken voor de renovatie en herbestemming van muren, technische gebouwen en voettrajecten;"

d) het wordt aangevuld met een punt 7^o, luidend als volgt:

"7^o de wegen en gemeenschappelijke ruimten van de gebieden erkend als permanente bewoning indien ze opgenomen zijn in het openbaar domein.

e) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de duur van bestemming van de investeringen en kan de lijst uitbreiden tot subsidieerbare werken."

Art. 2. Artikel L3341-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. L3341-2. De bewijsstukken en dossiers worden aan het Bestuur elektronisch overgezonden. De Regering bepaalt de modaliteiten daarvan."

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3341-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3343-3. De uitvoering van elke in deze titel bedoelde subsidie met betrekking tot een opdracht voor aanneming van werken wordt afhankelijk gesteld van de opneming in de opdrachtdocumenten betreffende deze werken, van sociale, ethische en milieuclausules ter bestrijding van sociale dumping. Deze clausules worden cumulatief opgenomen in de opdrachtdocumenten behalve wanneer de door de Regering vastgestelde drempels niet bereikt worden.

De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de opneming van deze clausules alsook de eventuele drempels vanaf welke ze worden opgenomen."

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt artikel L3341-4, opgeheven bij het decreet van 6 februari 2014, hersteld in de volgende lezing:

"Art. L3341-4. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder "plenaire voorontwerpvergadering": de vergadering die in het "schetsstadium" plaatsvindt in het bijzijn van elke persoon die bij zou kunnen dragen aan het ontwerp en die tot doel heeft de kwaliteit van de projecten en de veiligheid van de werken te waarborgen en, behalve in geval van overmacht, alle nieuwe werken te voorkomen binnen de twee jaar in de omtrek van de investering waarvan sprake."

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt artikel L3341-5, opgeheven bij het decreet van 6 februari 2014, hersteld in de volgende lezing:

"Art. L3341-5. Elke investering gesubsidieerd overeenkomstig artikel L3341-1 wordt besproken in een plenaire voorontwerpvergadering die door de aanvrager belegd en voorgezeten worden.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze vergadering."

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt artikel L3341-6, opgeheven bij het decreet van 6 februari 2014, hersteld in de volgende lezing:

"Art. L3341-6. Met het oog op de plenaire voorontwerpvergadering maken de personen die gemachtigd zijn om de instellingen te vertegenwoordigen die tussenbeide zouden kunnen komen in de uitvoering van de investering, alle reglementaire en technische gegevens aan de aanvrager over, in een volledige, duidelijke en beknopte vorm zodat hij onverminderd de te krijgen vergunningen het onderzoek in verband met de investering kan afwerken en de werken in aanbesteding kan geven of, in voorkomend geval, het ontwerp bedoeld in de artikelen L3342-9 en L3343-6 ter advies aan het bestuur kan voorleggen.

De aanvrager notuleert de plenaire voorontwerpvergadering en maakt de notulen binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de plenaire voorontwerpvergadering, over aan de personen waarvan sprake in lid 1.

De in het eerste lid bedoelde personen beschikken over vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving om hun opmerkingen aan de aanvrager over te maken, gestaafd met de aanvullende documenten indien nodig.

De gewijzigde notulen worden hen binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van het einde van de termijn voor de ontvangst van de opmerkingen overgemaakt; zij kunnen niet meer betwist worden. De notulen waarover geen opmerkingen zijn geformuleerd binnen de oorspronkelijke termijn van vijftien dagen worden geacht goedgekeurd te zijn.

De in het derde lid bedoelde termijn wordt:

1° verdubbeld wanneer hij begint of vervalt gedurende de maanden juli en augustus;

2° van 25 december tot en met 31 december geschorst;

3° naar de eerstvolgende werkdag verschoven indien hij vervalt op een zaterdag, een zondag of een feestdag.

Indien de aanvrager niet voldoet aan de voorwaarde van een plenaire voorontwerpvergadering, wordt het voordeel van de subsidie voor de betrokken investering automatisch verworpen."

Art. 7. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen L3342-1, L3342-7 en L3342-8, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, opgeheven.

Art. 8. In artikel L3342-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt 3° vervangen door wat volgt:

"3° de verenigingen van gemeenten en verenigingen van OCMW's";

Art. 9. Artikel L3342-9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 6 februari 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° in § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"De termijn voor de goedkeuring van het ontwerp door de Regering bedraagt 30 dagen te rekenen van het bericht van ontvangst van het ontwerp en van zijn bewijsstukken door het Waalse Gewest. Die termijn kan één keer met vijftien dagen verlengd worden.";

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel L3342-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. L3342-10. Wanneer de opdracht niet onder het algemene vernietigingstoezicht krachtens de artikelen L3111-1 en volgende valt, maakt de aanvrager het aanbestedingsdossier ter goedkeuring en vastlegging aan de Regering over.

De termijn voor de goedkeuring van het aanbestedingsdossier bedraagt 30 dagen te rekenen van het bericht van ontvangst van en van zijn bewijsstukken door het Waalse Gewest. Die termijn kan één keer met vijftien dagen verlengd worden.

Zodra de vastlegging wordt meegedeeld, wordt de aanvrager gemachtigd om over te gaan tot de kennisgeving van de opdracht."

Art. 11. In artikel L3342-12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"De Regering maakt een algemeen verslag over de toepassing van dit hoofdstuk aan het einde van elke programmering op."

Art. 12. In artikel L3342-16, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, worden de woorden "de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "het Waalse Gewest".

Art. 13. In artikel L3343-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, worden de §§ 1 en 2 vervangen als volgt:

"§ 1. Het trekkingsrecht van de gemeenten wordt over de duur van een gemeentelijk mandaat georganiseerd in twee afzonderlijke meerjarige programmeringen van drie jaar, ingeschreven in het overkoepelend strategisch programma bedoeld in artikel L1123-27 van hetzelfde Wetboek.

§ 2. Het trekkingsrecht wordt voor elke meerjarige programmering vastgelegd op grond van een jaarlijks bedrag dat minstens gelijk is aan het bedrag van de vorige programmering aangepast aan het percentage van de prijzenontwikkeling en vermenigvuldigd met het aantal boekjaren van de programmering. Indien N het eerste jaar van een meerjarige programmering is, wordt dit jaarlijks bedrag vastgelegd op grond van de index van juli van het jaar N-2 in verhouding tot de index van juli van drie vorige jaren, namelijk N-5.

Het jaarlijkse bedrag wordt op minimum 45 000 000 euro bij de meerjarige programmering 2013-2016 bepaald.

De Regering kan een bijkomend bedrag toekennen dat bestemd moet worden voor het trekkingsrecht aan het begin van elke programmering. Dat bijkomend bedrag wordt niet in aanmerking genomen voor de indexering van het bedrag van de volgende programmeringen."

Art. 14. Artikel L3343-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. L3343-3. § 1. De bijdrage van het in artikel L3343-2, § 2, bedoelde bedrag dat aan elke gemeente toekomt, wordt bepaald als volgt:

1° een voorafgaande verdeling tussen de gemeenten van het totaalbedrag bedoeld in artikel L3343-2, § 2, wordt uitgevoerd;

2° er wordt een eerste verbetering aangebracht in de voorafgaande verdeling bedoeld in 1°, zodat geen enkele gemeente niet meer dan 5 % van het totaalbedrag bedoeld in artikel L3343, § 2, geniet;

3° er wordt een tweede verbetering aangebracht in de voorafgaande verdeling bedoeld in 1° zodat de gemiddelde subsidiëring per inwoner en per jaar berekend voor het geheel van de gemeenten van elke provincie tussen 11,5/45° en 20/45° euro per miljoen bedraagt van het bedrag bepaald door de Regering overeenkomstig artikel L3343-2, § 2, tweede lid, verhoogd, in voorkomend geval, met het in het derde lid van hetzelfde artikel bepaalde bedrag;

4° het onuitgevoerde deel voortvloeiend uit het gedeeltelijke gebruik van de in het stadium van de aanbesteding beschikbare bedragen komt het geheel van de gemeenten ten goede; de verdeling is evenredig aan de enveloppes die voor de lopende programmering aan de gemeenten zijn toegekend.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, wordt een derde van het vermelde totaalbedrag wordt verdeeld volgens de criteria bepaald in de artikelen L1332-8 tot L1332-19.

De verdeling van het saldo van de twee overige derden van het totaalbedrag wordt bepaald door dit saldo te vermenigvuldigen als volgt: $\{(Aantal\ km\ wegen\ van\ de\ gemeente / Aantal\ km\ gemeentewegen\ in\ het\ Waals\ Gewest) * 0,5 + (Aantal\ inwoners\ van\ de\ gemeente / Totaal\ aantal\ inwoners\ in\ het\ Waalse\ Gewest) * 0,5\} * \{Gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ in\ het\ Waalse\ Gewest / gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ van\ de\ gemeente + (1 - Gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ in\ het\ Waalse\ Gewest / gemiddeld\ inkomen\ per\ inwoner\ van\ de\ gemeente) * 0,25\}$ met dien verstande dat:

1° er voor de globale gegevens betreffende het Waalse Gewest, geen rekening gehouden wordt met de gegevens betreffende het gebied van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap;

2° "onder aantal kilometers gemeentelijke wegennet", het aantal kilometers verhard gemeentelijk wegennet verspreid over kleine gemeentewegen en grote verkeerswegen meegedeeld door de provinciale technische diensten wordt verstaan;

3° "onder aantal inwoners", het aantal inwoners per gemeente, overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS wordt verstaan;

4° onder "gemiddeld inkomen per inwoner", het gemiddeld inkomen per inwoner op basis van de fiscale aangiften per gemeente en overeenkomstig de laatste beschikbare statistieken van het NIS wordt verstaan.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, wordt het overige van de gemeente(n) die in aanmerking zou komen voor meer dan 5 % van het in artikel L3343-2, § 2, tweede lid, bedoelde bedrag, verhoogd, in voorkomend geval, met het bedrag vastgesteld in het derde lid van hetzelfde artikel, verdeeld ten gunste van de andere gemeenten van dezelfde provincie naar rato van de bovenvermelde voorafgaande verdeling.

Wat de tweede verbetering bedoeld in het eerste lid, 3°, betreft, bestaat er op schaal van de provincie geen subsidiëring;

1° van minder dan 11,5/45° euro per inwoner per jaar per miljoen van het bedrag vastgesteld door de Regering overeenkomstig artikel L3342-2, § 2, tweede lid, verhoogd, in voorkomend geval, met het bedrag vastgesteld in het derde lid van hetzelfde artikel;

2° van meer dan 20/45° euro per inwoner per jaar per miljoen van het bedrag vastgesteld door de Regering overeenkomstig artikel L3342-2, § 2, tweede lid, verhoogd, in voorkomend geval, met het bedrag vastgesteld in het derde lid van hetzelfde artikel.

Die tweede verbetering treft de bijdrage van elke gemeente van de provincie volgens een verdeling gelijkwaardig aan de berekeningswijze bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°.

Wat het eerste lid, 4°, betreft, wordt het bedrag van het onuitgevoerde deel van een programmering vastgesteld tijdens het eerste jaar van de volgende programmering, uiterlijk op 30 april op grond van de aanbestedingsdossiers ingediend voor 31 januari van hetzelfde jaar.

De aanbestedingsdossiers die na die termijn bij het Waalse Gewest worden ingediend, worden niet in aanmerking genomen.

De Regering bepaalt de berekeningswijze van het onuitgevoerde deel en de gevolgen ervan op de betalingen.

§ 2. De Regering berekent het bedrag van het trekkingsrecht dat overeenkomstig de in § 1 bedoelde bijdrage aan elke gemeente is toegekend.

§ 3. Voor de behoeften van de eerste meerjarige programmering bedoeld in artikel L3343-2, § 1, deelt de Regering het bedrag van het trekkingsrecht aan de gemeenten mede zodat ze de goedkeuring van het in artikel L3343-4 bedoelde plan tijdens het eerste jaar van die programmering kunnen krijgen.

Voor de behoeften van de tweede meerjarige programmering bedoeld in artikel L3343-2, § 1, deelt de Regering het bedrag van het trekkingsrecht aan de gemeenten mede zodat ze de goedkeuring van het in artikel L3343-4 bedoelde plan tijdens het jaar vóór het eerste jaar van die programmering kunnen krijgen.

§ 4. De Regering bepaalt de gewestelijke prioriteiten en de bijzondere voorwaarden inzake investering voor elke programmering.”

Art. 15. Artikel L3343-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 6 november 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

” § 1. Naar gelang van het overeenkomstig artikel L 3343-3, § 2, bedoelde bedrag, maken de gemeenten die in aanmerking willen komen voor een trekkingsrecht, een gemeentelijk investeringsplan op, dat het geheel van de projecten die de gemeente in de loop van elk jaar van de betrokken meerjarige programmering wil uitvoeren, bevat”;

2° in § 2 wordt 1° vervangen als volgt:

”1° het gemeentelijk investeringsplan mag slechts werken die overeenkomstig artikel L3341-1 subsidieerbaar zijn, betreffen”;

3° in § 2 worden de punten 4° en 5° vervangen door wat volgt :

”4° het gesubsidieerde deel van het maximaal totaalbedrag van de werken bedoeld in het plan bereikt 150 % van het toegekende en overschrijdt 200 % van het toegekende bedrag niet;

5° het tegemoetkomingpercentage van het Waalse Gewest bedraagt 60 % van de subsidieerbare werken.”;

4° § 2 wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt:

”In het geval van de tussenkomst van een privé-ontwerper worden de onderzoekskosten beperkt op vijf procent van het bedrag van de subsidieerbare werken in aanmerking genomen voor de toekenning van de toelage.

Indien de gemeente haar eigen ontwerper is, worden de onderzoekskosten die forfaitair beperkt zijn op drie procent van het bedrag van de subsidieerbare werken in aanmerking genomen voor de toekenning van de toelage.

De kosten voor tests die beperkt zijn op vijf procent van het bedrag van de subsidieerbare werken, met inbegrip van de voortests en de testen die nodig zijn voor de controle op de werken, worden in aanmerking genomen voor de toekenning van de toelage.”;

5° de paragrafen 4 en 5 worden vervangen door wat volgt :

” § 4. Indien er bijzondere omstandigheden die het rechtvaardigen bestaan, kan de gemeente bij gemotiveerd verzoek geopperd bij de overmaking van haar investeringsplan een afwijking van de in § 2, eerste lid, 4° bedoelde principes aan de Regering vragen.

§ 5. De gemeente kan ertoe gemachtigd worden om van § 2, eerste lid, 3°, af te wijken voor een deel van het trekkingsrecht gebonden aan de eerste meerjarige programmering met het oog op de uitvoering van werken of een aankoop bij de tweede meerjarige programmering.

De afwijkingaanvraag wordt tijdens de overmaking van het oorspronkelijke investeringsplan ingediend. Ze moet door het gebrek aan beschikbare middelen of door de onvoldoende duur van de betrokken meerjarige programmering ten opzichte van de overwogen projecten gemotiveerd worden.

De Regering bepaalt de voorwaarden waarin een dergelijke afwijking toegekend kan worden.”;

6° in § 6, tweede lid, wordt de zin ”Die termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.” opgeheven.

Art. 16. In artikel L3343-5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

”Indien de gemeente specifieke omstandigheden die het rechtvaardigen, aanvoert, kan deze wijziging afwijken van de principes bedoeld in artikel L3343-4, § 2, eerste lid, 4°.”.

Art. 17. In artikel L3343-6 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

” § 1. De gemeente kiest de projecten die ze wil uitvoeren, onder de dossiers ingeschreven voor het lopende jaar in haar door de Regering goedgekeurde investeringsplan.”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

” § 3. De Regering gaat na of het project opgenomen is in het investeringsplan van de gemeente en verifieert de technische en wettelijke overeenstemming van het ontwerp ten opzichte van het geheel van normen en regelgevingen die erop toepasselijk zijn.

De termijn voor de goedkeuring van het ontwerp bedraagt 30 dagen te rekenen van het bericht van ontvangst van het volledige dossier door het Waalse Gewest. Die termijn kan één keer met vijftien dagen verlengd worden.

De kennisgeving van de beslissing wordt uiterlijk op de vervaldag van de termijn gestuurd.

Bij gebrek aan een uitdrukkelijke beslissing betekend binnen de voorgeschreven termijn wordt het ontwerp geacht goedgekeurd te zijn.”.

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3343-6bis toegevoegd, luidend als volgt:

”Art. L3343-6bis. De gemeente legt het aankoopdossier ter goedkeuring aan de Regering voor.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier dat ze moet goedkeuren en de modaliteiten van die goedkeuring.”.

Art. 19. Artikel L3343-7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

”Art. L3343-7. Wanneer de beslissing tot gunning genomen wordt en indien het bedrag van de opdracht kleiner is dan de bedragen boven welke de opdracht krachtens de artikelen L3111-1 en volgende van dit Wetboek onder het algemene vernietigingstoezicht valt, maakt de aanvrager het aanbestedingsdossier aan de Regering ter goedkeuring over.

De termijn voor de goedkeuring van het aanbestedingsdossier bedraagt 30 dagen te rekenen van het bericht van ontvangst van het dossier en van zijn bewijsstukken door het Waalse Gewest. Die termijn kan één keer met vijftien dagen verlengd worden. Na afloop van die eventueel verlengde termijn wordt de beslissing tot gunning van de opdracht uitvoerbaar.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier dat ze moet goedkeuren en de modaliteiten van die goedkeuring.

Zodra de gunning wordt goedgekeurd, wordt de aanvrager gemachtigd om over te gaan tot de kennisgeving van de opdracht.”.

Art. 20. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3343-7bis toegevoegd, luidend als volgt:

”Art. L3343-7bis. De Regering bepaalt de documenten die vóór de uitvoering van de werken overgemaakt moeten worden aan het bestuur.”.

Art. 21. Artikel L3343-8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

”Art. L3343-8. Het voor elk meerjarig programma bepaalde trekkingsrecht wordt automatisch per opeenvolgende jaarlijkse schijven gestort aan de gemeenten.

Het trekkingsrecht betreffende elke meerjarige programmering van de gemeentelijke mandaten wordt gestort volgens het volgende schema:

Programmeringsjaar	Deel van de gestorte enveloppe
N	0 % van de enveloppe
N+1	1/6 van de enveloppe
N+2	1/3 van de enveloppe
N+3	1/3 van de enveloppe
N+4	1/6 van de enveloppe

”N” is het eerste jaar van de betrokken programmering.”.

Art. 22. In artikel L3343-9, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

”Art. L 3343-9. Indien de gemeente overeenkomstig het eerste lid geen beroep op haar doet, oefent de Regering van ambtswege een eerste tussencontrole binnen drie jaar na het einde van de betrokken meerjarige programmering en een definitieve controle uiterlijk binnen zes jaar na het einde van de betrokken meerjarige programmering uit.”.

Art. 23. Bij overgangsmaatregel tussen de programmeringen 2017-2018 en 2019-2021:

1° wordt het onuitgevoerde deel voortvloeiend uit het gedeeltelijke gebruik van de voor de programmering van het gemeentelijk investeringsplan 2017-2018 beschikbare bedragen herverdeeld aan het geheel van de gemeenten overeenkomstig de bepalingen van het nieuwe artikel L3343-3, § 1, eerste lid, 4°, zoals ingevoegd bij artikel 14 van dit decreet;

2° is de termijn van zes jaar voorzien voor de definitieve controle bedoeld in het nieuwe artikel L3343-9, § 2, derde lid, zoals ingevoegd bij artikel 22 van dit decreet, van toepassing op de programmering 2017-2018.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 oktober 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1151 (2017-2018) Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 3 oktober 2018.

Bespreking.

Stemming.